

## **Agadir : Scandale de Hay Salam : La Gauche réclame la réaction de l'Intérieur** **Actualité Agadir et région**

Posté par: Visiteur

Publié le : 05-03-2009 14:19:33

**Les péripéties du scandale du Hay Salam continuent à défrayer la chronique. Depuis l'avènement de la commission d'enquête du ministère de l'Intérieur et son interrogatoire auprès des parties concernées, l'opinion publique locale ne cesse d'alimenter de plus belle les interminables conversations autour d'un thé dans les différents coins de la ville.**

Il est bien évident que le premier vice-président du Conseil communal est le plus pointé du doigt dans cette affaire, alors que la problématique de l'urbanisme, longtemps mise à l'index pareillement, renferme des complices au sein de la municipalité, mais aussi dans les rouages des autorités dont les dépassements ne sont un secret pour personne.

Tout le monde attend donc avec impatience les conclusions de l'Inspection générale du département en question à laquelle revient, en fait, l'annonce du verdict. D'ici là, les rumeurs vont bon train et se propagent comme une traînée de poudre. Les uns incriminent le mis en cause, d'autres l'innocentent, en ces moments critiques, à la veille des prochaines échéances électorales. Dans cette effervescence, l'instance locale des forces de la gauche d'Agadir réagit de la manière la plus ferme en dénonçant cette situation déplorable qui affecte le développement de la ville à cause des agissements condamnables à plus d'un titre. Dans une lettre ouverte adressée à l'Inspection générale du ministère de l'intérieur, cette instance qui regroupe cinq partis de la gauche, à savoir l'USFP, le PPS, le PADS, le PSU, le CNI et des compétences indépendantes de la gauche, interpelle énergiquement ce département de tutelle. Tout d'abord, elle met en exergue les diverses défaillances qui constituent les points noirs de la gestion communale en termes de gouvernance, notamment les multiples désistements louches de la commune au niveau des plaintes destinées à la justice relatives aux transgressions urbanistiques. Ces retraits sont tellement fréquents que la justice elle-même émet des réserves et s'en prend à la municipalité car ce comportement est d'autant plus suspect qu'il occasionne des désagréments aux procédures judiciaires.

Par ailleurs, l'instance s'indigne également devant les autorisations délivrées à tort et travers, pour des motifs souvent électoralistes et politiciens causant l'anarchie dans ce domaine. A cet effet, on permet les clôtures des logements pour faciliter les infractions urbanistiques au sein des constructions. D'autre part, l'instance révèle les manquements flagrants qui ont accompagné de bout en bout le projet commercial KONIFA au niveau des constructions et des affectations, ainsi que le lotissement TILDI au profit duquel deux conseillers de la commune se sont vu octroyer des attributions en dehors des lois en vigueur. Le lotissement TILILA a été également distribué dans l'opacité et le clientélisme, puisque plus de 180 lots se sont volatilisés. Pis encore, presque tous les documents urbanistiques sont traités dans la «rue», loin des bureaux de la commune, à tel point que les pièces disparaissent et les projets «signés» ne laissent pas de traces. La problématique du recasement des bidonvillois, à elle seule un véritable dossier d'investigation où certains membres de la commune, en complicité parfaite avec les autorités locales, a semé la zizanie en tirant le plus gros avantage personnel. Et ces mêmes membres qui se jouent de cette opération à longueur de journée viennent jouer les héros et protecteurs des populations lors des sessions communales en faisant

venir le maximum de citoyens à la salle des fêtes. Une mesquinerie des plus abominables ! Enfin, l'instance locale des forces de la gauche d'Agadir réclame le retour de la commission d'enquête afin qu'elle examine toutes ces infractions et bien d'autres qui entravent le bon déroulement des affaires publiques, car, c'est bien le cas de le dire, au moment la présidence en compagnie de certaines bonnes volontés de la municipalité s'engagent avec conviction à honorer leurs obligations, d'autres n'ont fait que nuire à la commune par leurs conduites basses et malsaines. Il est alors impératif de sanctionner les fauteurs, surtout que ce département a déjà donné des signes forts dans ce sens, en particulier l'éviction d'un certain Belkora, tout en sachant que des Belkora existent aussi à Agadir.

Saoudi El Amalki  
Al Bayane